



Conseil de sécurité

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

New York, le 22 janvier 2024

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl
Représentante permanente de la Suisse

Monsieur le Président,

Je remercie aussi M. Ebo, Haut-Représentant adjoint pour les affaires de désarmement, de son intervention.

En 1956, le Secrétaire général de l'ONU de l'époque, Dag Hammarskjöld, rappelait ici, dans cette salle, que « les principes de la Charte sont, de loin, plus grands que l'Organisation qui les incarne et les buts qu'ils sont destinés à sauvegarder sont plus sacrés que la politique d'aucun peuple ou d'aucune nation. » L'universalité de ces principes constitue la colonne vertébrale du droit international et des relations entre les peuples et les nations.

L'un de ces principes fondamentaux est l'interdiction du recours à la force. L'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine est une violation flagrante de ce principe, que la Suisse condamne avec la plus grande fermeté. Après presque deux ans, les souffrances causées par cette guerre nous rappellent la centralité de la Charte et de ses principes. Comme l'a dit le Secrétaire général la semaine passée à Davos : « Lorsque les normes globales s'effondrent, la confiance s'effondre également. » C'est pourquoi la Suisse exhorte une fois de plus la Russie à cesser immédiatement les hostilités et à retirer ses troupes du territoire ukrainien.

L'Ukraine a le droit, en vertu de la Charte des Nations unies, d'assurer sa sécurité et de défendre son intégrité territoriale et sa souveraineté. Nous rappelons que le respect des conventions et instruments multilatéraux relatifs aux transferts d'armes, y compris les résolutions de ce Conseil, est essentiel.

Nous sommes particulièrement inquiets face aux informations selon lesquelles la Russie aurait reçu des armes et même utilisé des missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée lors des récentes attaques. Nous appelons la Russie, ainsi que tous les autres Etats membres de l'ONU, à pleinement respecter leurs engagements découlant des résolutions pertinentes de ce Conseil, telles que la résolution 1718 (2006), interdisant tout transfert d'armes depuis et vers la RPDC.

Monsieur le Président,

Après presque deux ans depuis le début de l'agression militaire, la population ukrainienne compte sur la solidarité internationale pour se chauffer, se loger et se nourrir. L'intensification inédite des attaques russes sur les villes et les infrastructures de tout le pays, dans des conditions hivernales extrêmes, tuent des civils par centaines et accentuent les besoins humanitaires. Nous déplorons également les attaques sur les civils dans l'est de l'Ukraine sous contrôle russe, notamment à Donetsk ce dimanche. Nous rappelons que le droit international humanitaire doit être respecté à tout moment et que les parties au conflit doivent assurer la protection de la population civile et respecter les règles relatives à la conduite des hostilités.

Nous nous faisons l'écho de l'appel des Nations unies à répondre aux besoins des Ukrainiennes et Ukrainiens à l'intérieur et à l'extérieur de leur pays pour 2024. Je peux vous assurer que la Suisse continuera à apporter sa contribution. Toutefois, tant que l'agression militaire perdurera, les souffrances continueront. Les efforts pour arriver à une paix juste en Ukraine doivent dès lors être redoublés.

Fidèles à notre engagement de longue date en faveur de la paix, nous sommes prêts à soutenir toute initiative et tout dialogue visant à instaurer une paix conforme à la Charte des Nations unies. La participation de 82 pays et organisations internationales à la quatrième réunion des conseillers à la sécurité nationale à Davos la semaine dernière, témoigne du souhait croissant de discuter des principes pour le rétablissement d'une paix durable en Ukraine. Nous saluons cette volonté d'œuvrer pour la paix au niveau transrégional.

La Suisse souhaite apporter sa contribution à cet égard. C'est pourquoi, à la demande du président ukrainien, nous nous sommes engagés dans les efforts visant à consolider une compréhension commune de la voie à suivre pour parvenir à une paix durable en Ukraine, qui soit partagée par la plus large représentation possible des pays. Ainsi, une conférence de haut niveau contribuerait à poser les bases pour des négociations de paix futures rassemblant toutes les parties dans l'esprit de la Charte des Nations unies, qui appelle à un règlement pacifique des différends.

Monsieur le Président,

Cette guerre concerne finalement tous les États signataires de la Charte, car elle est contraire à ce traité universel. En tant que membre élu du Conseil de sécurité et au-delà, nous sommes profondément engagés pour la réalisation des principes de la Charte et pour la protection et le retour de la paix – sur notre continent et ailleurs.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Mr President,

I also thank Mr Ebo, Deputy High Representative for Disarmament Affairs, for his contribution.

In 1956, the UN Secretary-General of the time, Dag Hammarskjöld, reminded us here in this room that "the principles of the Charter are, by far, greater than the Organization in which they are embodied, and the aims which they are to safeguard are holier than the policies of any single nation or people." The universality of these principles forms the backbone of international law and of relations between peoples and nations.

One of these fundamental principles is the prohibition of the use of force. Russia's military aggression against Ukraine is a flagrant violation of this principle, which Switzerland condemns in the strongest possible terms. After almost two years, the suffering caused by this war reminds us of the centrality of the Charter and its principles. As the Secretary-General said last week in Davos: "When global norms collapse, so does trust." This is why Switzerland once again urges Russia to cease hostilities immediately and withdraw its troops from Ukrainian territory.

Under the UN Charter, Ukraine has the right to ensure its security and defend its territorial integrity and sovereignty. We reiterate that compliance with multilateral conventions and instruments on arms transfers, including the resolutions of this Council, is essential.

We are particularly concerned by reports that Russia would have received weapons and even used ballistic missiles from the Democratic People's Republic of Korea in the recent attacks. We call on Russia and all other UN member states to comply fully with their commitments under relevant UN resolutions, such as resolution 1718 (2006), prohibiting all arms transfers from and towards the DPRK.

Mr President,

After almost two years since the start of the military aggression, the Ukrainian population is relying on international solidarity to stay warm, to have a place to live and not to go hungry to bed. The unprecedented intensification of Russian attacks on towns and infrastructure throughout the country, in extreme winter conditions, is killing civilians by the hundreds and accentuating humanitarian needs. We also deplore the attacks on civilians in Russian-controlled eastern Ukraine, notably in Donetsk on Sunday. We recall that international humanitarian law must be respected at all times, and that the parties to the conflict must ensure the protection of the civilian population and respect the rules governing the conduct of hostilities.

We echo the UN's call to meet the needs of Ukrainians inside and outside their country by 2024. I can assure you that Switzerland will continue to make its contribution. However, as long as the military aggression continues, the suffering will continue. Efforts to achieve a just peace in Ukraine must therefore be redoubled.

True to our long-standing commitment to peace, we are ready to support any initiative and dialogue aimed at achieving peace in accordance with the UN Charter. The participation of 82 countries and international organizations at the fourth meeting of national security advisors in Davos last

week testifies to the growing desire to discuss the principles for restoring lasting peace in Ukraine. We welcome this willingness to work for peace on a trans-regional level.

Switzerland wishes to make its contribution in this respect. That's why, at the request of the Ukrainian President, we have committed ourselves to efforts aimed at consolidating a common understanding of the path to lasting peace in Ukraine, shared by the broadest possible representation of countries. In this way, a high-level conference would help lay the foundations for future peace negotiations involving all parties in the spirit of the UN Charter, which calls for the peaceful settlement of disputes.

Mr President,

This war ultimately concerns all the signatory states of the Charter, as it is contrary to this universal treaty. As an elected member of the Security Council and beyond, we are deeply committed to the realization of the principles of the Charter, and to the protection and restoration of peace - on our continent and elsewhere.

I thank you.